

## **Annexe 1 au**

# **Règlement intercommunal de l'association de communes du Service de défense incendie et secours de la plaine de l'Orbe - SDISPO**

## **Titre I : Frais d'intervention**

### **Article 1 Généralités**

Les interventions en matière de SDIS sont en règle générale gratuites, sauf pour les cas prévus selon les dispositions légales (art. 22 LSDIS).

### **Article 2 Système d'alarme automatique**

Pour un déclenchement intempestif d'un système d'alarme au sens de l'article 33 RLSDIS :

- a. 400.- fr. au maximum par alarme lorsqu'il s'agit de la première alarme survenue durant l'année en cours ;
- b. 800.- fr. au maximum par alarme pour la deuxième alarme survenue dans l'année civile en cours ;
- c. 1'200.- fr au maximum par alarme dès la troisième alarme survenue dans l'année civile en cours.

### **Article 3 Prestations particulières**

Une participation aux frais d'intervention peut être mise à la charge des personnes en faveur desquelles ou à cause desquelles les sapeurs-pompiers ont fourni une prestation particulière au sens de l'article 34 RLSDIS :

- a. le sauvetage de personnes ou d'animaux en difficulté : 5'000.- fr. au maximum ;
- b. le dégagement de personnes bloquées dans un ascenseur : 2'500.- fr. au maximum ;
- c. recherches de personnes : 5'000.- fr. au maximum ;
- d. inondations pour cause technique ou résultant d'une négligence ou d'un défaut d'entretien : 5'000.- fr. au maximum ;

D'autres prestations particulières peuvent être exercées et facturées selon accord avec le bénéficiaire ou d'autres instances.

Le montant facturé doit tenir compte de la durée et des forces d'interventions engagées.

Approuvé par le Comité de direction de l'association de communes SDISPO, le 6 novembre 2013

La Présidente :

La Secrétaire :

Cendrine Cachemaille

Patricia Gaillard



Adopté par le Conseil intercommunal de l'association de communes SDISPO dans sa séance du 6 novembre 2013

Le Président :

La Secrétaire :



Claude Lebet

Patricia Gaillard

Approuvé par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement, le

21 AOUT 2014

